



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Plan départemental de lutte contre les violences, les incivilités et les discriminations dans le sport

Livret pratique à destination des clubs et des collectivités

AXE 1
**Prévenir et
sensibiliser**

AXE 2
Protéger

AXE 3
**Anticiper, traiter et
suivre**

Vendée • Édition 2026

Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES)

Depuis plusieurs années, les révélations de violences dans le monde du sport se multiplient et mettent en lumière une réalité longtemps restée silencieuse. Maltraitance, harcèlement, bizutage, violences physiques, verbales, psychologiques ou sexuelles : ces situations peuvent prendre des formes diverses et concerner tous les niveaux de pratique.

À l'échelle internationale comme en France, la parole des victimes s'est progressivement libérée. Aucune discipline, aucun niveau de pratique et aucun public ne peut être considéré comme totalement à l'abri. Sports collectifs ou individuels, pratique professionnelle ou amateur, filles ou garçons, enfants, adolescents ou adultes : les violences peuvent survenir dans des contextes très différents.

Le sport possède de nombreuses vertus éducatives, sociales et sanitaires. Il transmet des valeurs essentielles telles que le respect, l'entraide, l'engagement, la confiance ou encore le dépassement de soi. Mais certaines caractéristiques propres à son organisation peuvent aussi, lorsqu'elles ne sont pas suffisamment encadrées, créer des situations de vulnérabilité.

La relation d'autorité entre un entraîneur et un sportif, la recherche de performance, la banalisation de la douleur, la question de l'autorité, la proximité physique inhérente à certaines disciplines, les déplacements et hébergements lors des compétitions, la volonté de ne pas décevoir son entourage ou son équipe, mais aussi la honte, la peur de ne pas être cru ou encore la difficulté à identifier certains comportements comme anormaux peuvent contribuer au silence des victimes et retarder le signalement des faits.

Prévenir les violences dans le sport ne signifie donc pas seulement intervenir lorsqu'un problème survient. Il s'agit avant tout de construire un environnement dans lequel chacun sait reconnaître les comportements inappropriés, connaît les limites à respecter et sait vers qui se tourner en cas de doute ou d'alerte.

Les clubs sportifs occupent à ce titre une place essentielle. Dirigeants, éducateurs, entraîneurs, bénévoles, arbitres, parents et pratiquants ont tous un rôle à jouer pour instaurer une culture commune de la vigilance, du respect et de la protection.

Ce livret a été conçu pour accompagner les clubs dans cette démarche. Il a pour objectif de leur apporter des informations pratiques sur les personnes et les structures susceptibles de les accompagner, ainsi que sur les interlocuteurs à mobiliser pour mettre en place des actions de sensibilisation, adopter les bons réflexes, savoir comment réagir face à une révélation ou à un signalement et, surtout, mettre en place au quotidien des pratiques permettant de garantir à chaque sportif un environnement sûr, respectueux et bienveillant.

Parce que la prévention est l'affaire de tous, mieux informer, mieux former et mieux repérer constituent les premières étapes pour faire du sport un espace d'épanouissement et de confiance pour chacun.

Sommaire

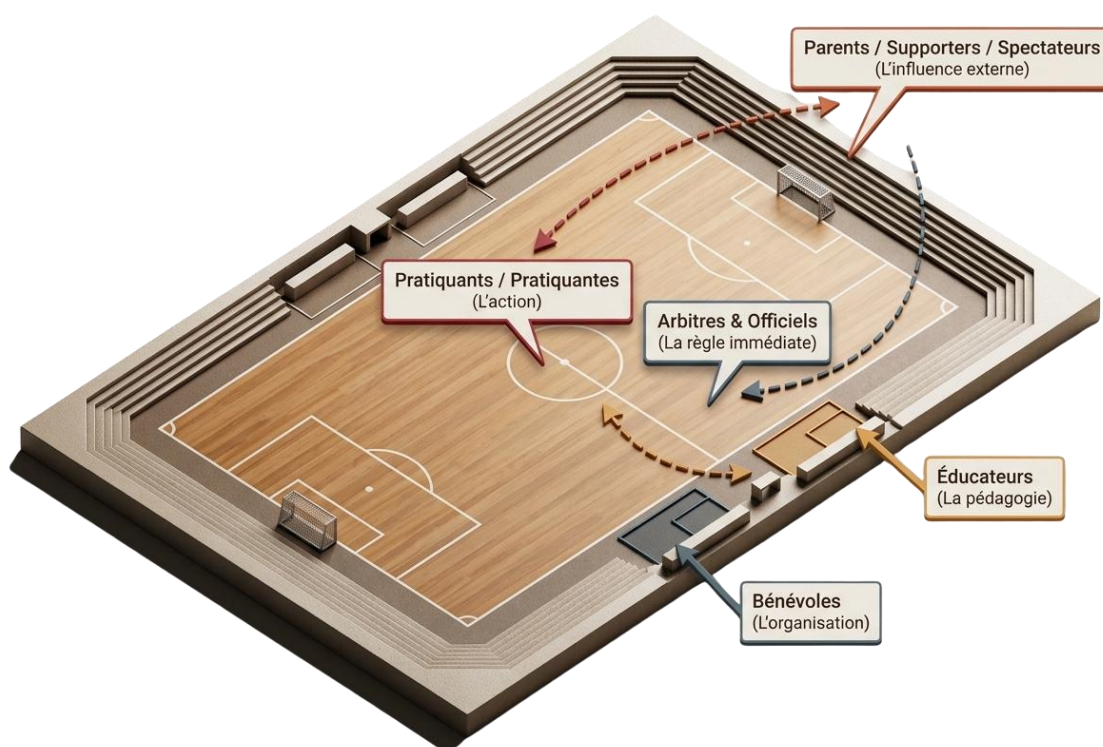
Présentation	4
Les quatre piliers de la régulation	5
Les trois axes du plan	5
Prévenir et sensibiliser	6
Objectif 1 · Informer le plus grand nombre	6
Objectif 2 · Former le plus grand nombre	7
Le plan de formation départemental	8
Fiche : Le référent éthique	9
Fiche « formateur expert »	10
Protéger	11
Trois niveaux de protection du sportif	11
Niveau 1 · Le filtre automatisé : le contrôle d'honorabilité	12
Niveau 2 · Le terrain : informer, contrôler, évaluer	13
Niveau 3 · L'alerte citoyenne : signaler, les numéros utiles	14
Les étapes du traitement d'un signalement	15
Anticiper, traiter et suivre	16
Avant, pendant et après l'événement sportif	16
Le circuit de communication	17
Les trois fiches outils	18
Une gouvernance partagée	19
Ressources et contacts	20

Comment utiliser ce livret ?

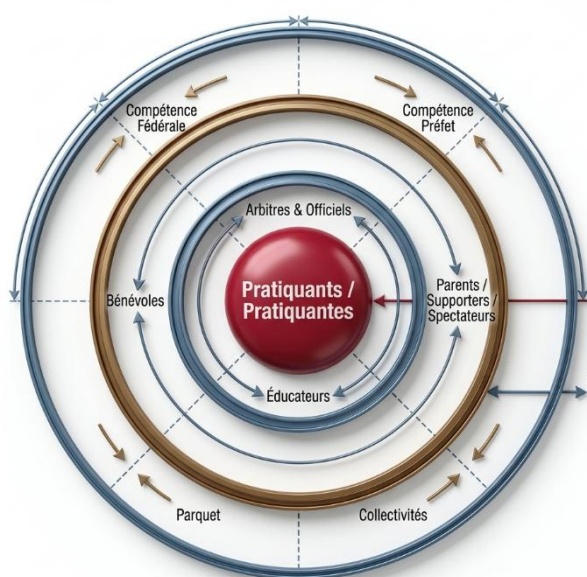
- **Une couleur par axe** : bleu pour prévenir, vert pour protéger, orange pour anticiper et traiter.
- **Les QR codes** renvoient vers les pages en ligne, mises à jour régulièrement.
- **Les fiches outils** (axe 3) sont à télécharger au format Word et à remplir.
- **En cas d'urgence** : les numéros utiles sont en page 15 et au dos du livret.

Présentation

Ce plan départemental prend en compte l'ensemble de l'écosystème du sport, en s'intéressant à l'ensemble des acteurs.



Il s'appuie sur l'existant, les initiatives locales et les compétences de chacun pour déployer ses trois axes sur le territoire, avec l'objectif de développer les relations entre l'ensemble des acteurs.



« Un sport exemplaire, inclusif et protecteur, à la hauteur des valeurs que porte la République. »

Marina Ferrari, ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, 23 avril 2026

Les quatre piliers de la régulation

Chaque acteur intervient dans son champ de compétence. Le plan articule ces quatre leviers complémentaires.

	Compétence fédérale	Collectivités	Compétence du préfet	Parquet
Domaine d'intervention	Sportif et éthique	Territorial et infrastructures	État et ordre public	Judiciaire et pénal
Levier d'action	Règlements, gestion des licences	Subventions, accès aux équipements publics	Mesures de sécurité policière	Poursuites et enquêtes
Nature du pouvoir (sanction)	Sanctions sportives	Pouvoir de police administrative du maire	Interdictions administratives	Sanctions pénales

Les trois axes du plan

AXE 1

Prévenir et sensibiliser

Ressources, information, formation, réseau.

AXE 2

Protéger

Honorabilité, contrôles sur le terrain, signalements.

AXE 3

Anticiper, traiter et suivre

Trois fiches outils pour anticiper et signaler.

1

AXE 1

Prévenir et sensibiliser

Instaurer une culture partagée par la formation et l'information.

Objectif 1 • Informer le plus grand nombre

S'appuyer sur des ressources uniformisées et plus visibles.

Leviers mobilisés



Une affiche départementale affichée dans chaque établissement d'activités physiques et sportives, répertoriant toutes les informations utiles : où signaler, où être écouté, les documents pédagogiques et les partenaires en Vendée.



Un espace ressource unique, accessible à tous, regroupant des outils de prévention, des supports visuels et des liens utiles.

Accéder à l'espace ressource

[Plan de lutte contre les violences, les incivilités et les discriminations dans le sport, en Vendée](#)

Objectif 2 • Former le plus grand nombre

Développer un langage commun pour construire une culture de la prévention dans le domaine sportif.

Un maillage de référents éthique

Chaque comité départemental sportif nomme un référent éthique. Il a pour rôle de renseigner, relayer ou rediriger les usagers et les responsables. Il est la porte d'entrée unique pour échanger sur une question d'éthique au sein de chaque discipline sportive.



Trouver le référent de votre comité

Le QR code renvoie vers une liste des référents par comité, mise à jour régulièrement.

Un réseau départemental de formateurs volontaires

Tout éducateur, bénévole ou dirigeant qui souhaite s'investir dans ce champ peut devenir formateur. Chaque formateur suit une formation initiale de quatre jours, répartie sur deux ans, pour acquérir les connaissances et les compétences utiles à ce rôle.



Devenir formateur volontaire

Le QR code renvoie vers le formulaire d'inscription

Nul besoin d'être expert au départ. Les compétences se construisent dans le réseau, avec des regroupements réguliers pour échanger, se former et construire des repères communs.

Le plan de formation départemental

Trois niveaux de formation, du socle obligatoire aux interventions à la demande.

Type	Module	Durée	Public
Formations obligatoires	« Éthique et intégrité »	14 h	Formation initiale au BPJEPS
	« Éthique et intégrité »	14 h	Emplois aidés par l'Agence nationale du sport
	« Posture et cadre de l'éducateur sportif »	1 journée	Publics repérés
Formations d'appui au déploiement du plan	« Référent éthique »	1 journée	Référents nommés dans chaque comité départemental
	« Formateur expert »	4 journées sur 2 ans	Formateurs volontaires
Interventions pour le plus grand nombre	Plan de formation propre à chaque comité	Selon le comité	Licenciés et encadrants du comité
	Module de sensibilisation à la demande	À définir	Clubs, collectivités, structures



Demander une intervention de sensibilisation

Le QR code renvoie vers le formulaire de demande.



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



RÉFÉRENT ÉTHIQUE

Un relais opérationnel de proximité au sein du comité départemental

Le référent éthique fait le lien entre le comité, les clubs et les services de l'État.

Il sait où trouver l'information, vers qui orienter et à qui faire remonter une question ou une situation.

Il n'a pas à tout savoir ni à gérer seul : il est accompagné dans son rôle.



LES 3 PILIERS DU PLAN :



LE RÔLE DU RÉFÉRENT C'EST :



COMMENT LE RÉFÉRENT MONTE EN COMPÉTENCE ?

LE RÉFÉRENT EST ACCOMPAGNÉ :
Des regroupements réguliers permettent d'échanger, de se former et de construire des repères communs

PROGRESSIVEMENT, IL APPREND A :

- **Connaître** les acteurs et leurs rôles ;
- **Identifier** les bons interlocuteurs ;
- **Comprendre** les principaux circuits et procédures ;
- **Utiliser** les ressources et outils disponibles ;
- **Partager** les questions rencontrées sur le terrain.



Nul besoin d'être expert au départ.
Les compétences se construisent dans le réseau.

Ensemble, faisons du sport un espace sûr, respectueux et inclusif.



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FORMATEUR-EXPERT

Un acteur ressource pour transmettre, animer et faire vivre le plan départemental

Le formateur-expert intervient auprès des acteurs du sport vendéen pour partager des repères communs, animer des temps de sensibilisation et accompagner la mise en pratique. Il ne se substitue ni aux services de l'État ni aux professionnels de l'accompagnement : il agit dans un cadre partagé, au sein d'un réseau départemental.



LES 3 PILIERS DU PLAN :



LE RÔLE DU FORMATEUR-EXPERT, C'EST :



COMMENT DEVENIR FORMATEUR-EXPERT ?

UN PARCOURS DE FORMATION ET D'ACCOMPAGNEMENT :

Des temps de formation, de préparation collective et de retour d'expérience permettent de construire progressivement sa posture de formateur.

PROGRESSIVEMENT, IL APPREND À :

- animer un groupe et adapter son intervention ;
- travailler à partir de situations concrètes ;
- maîtriser les repères, outils et circuits utiles ;
- mobiliser les bons interlocuteurs ;
- analyser sa pratique avec le réseau.



L'expertise n'est pas un prérequis. Elle se construit par la formation, l'expérience et le réseau.

Ensemble, faisons du sport un espace sûr, respectueux et inclusif.

2

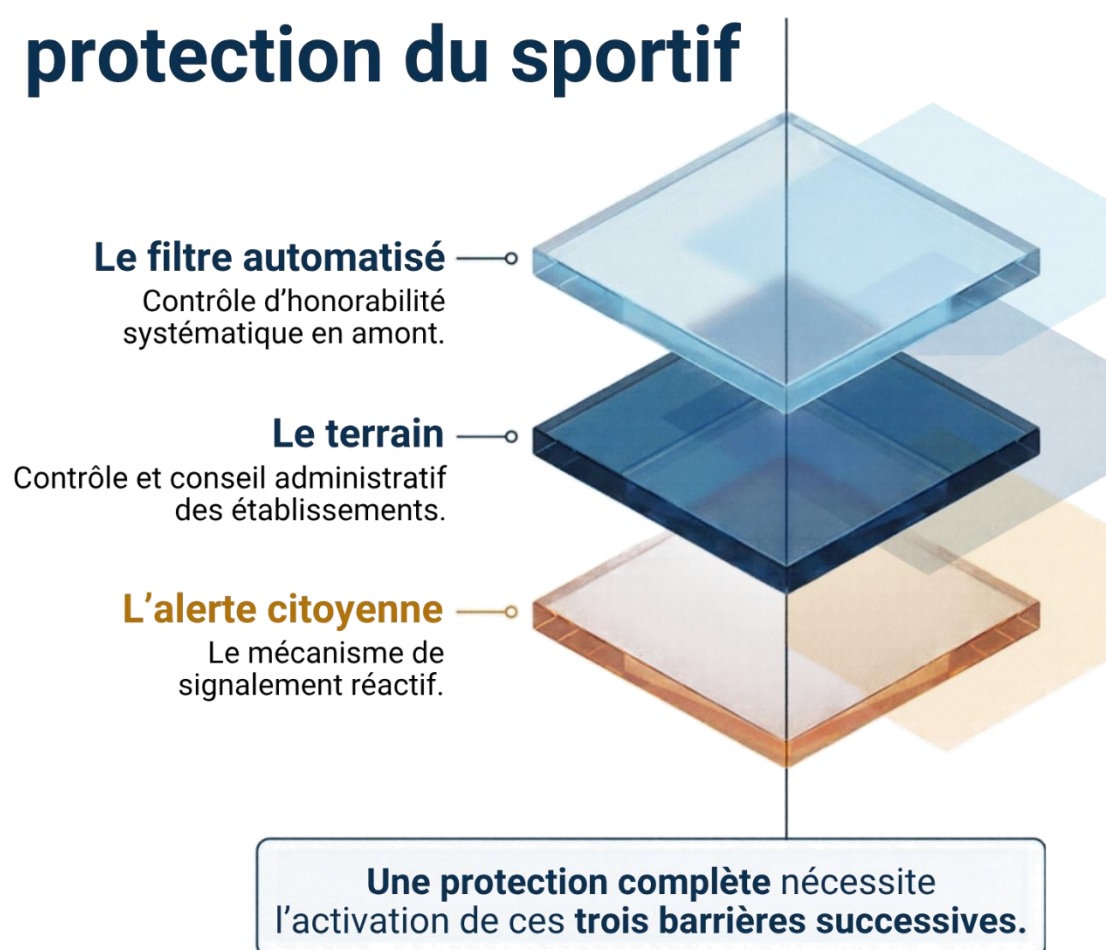
AXE 2

Protéger

Sécuriser la pratique sportive par le contrôle et l'autorité administrative.

Le plan articule un filtre automatisé, l'action des services sur le terrain et le traitement des alertes et des signalements.

Les 3 niveaux de protection du sportif



Niveau 1 · Le filtre automatisé : le contrôle d'honorabilité

Autorisés par le code de procédure pénale à consulter le bulletin n° 2 du casier judiciaire et le FIJASV, les services de l'État vérifient l'honorabilité des éducateurs sportifs, des exploitants d'établissement, des bénévoles, des arbitres ou juges et des intervenants auprès de mineurs. Pour cela, il faut transmettre le nom de naissance, le prénom, la date et le lieu de naissance, ainsi que la civilité des personnes concernées.

La loi n° 2024-201 du 8 mars 2024 visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport pose le principe d'un contrôle annuel des personnes visées à l'article L. 212-9 du code du sport. Ces données sont demandées chaque année par les fédérations, au moment de la prise de licence.

Le contrôle porte sur le FIJASV mais aussi sur les fichiers des « cadres interdits » d'exercer. En cas de condamnation incompatible avec les fonctions exercées, le SDJES notifie une incapacité aux personnes contrôlées.

Qui est soumis au contrôle d'honorabilité ?



Une règle universelle : si vous encadrez la pratique sportive, particulièrement auprès de mineurs, l'État s'assure de votre honorabilité.

L'enjeu pour les clubs

Identifier, parmi les licenciés et dès leur demande de licence, ceux qui exercent des fonctions soumises au contrôle d'honorabilité.



Le guide du contrôle d'honorabilité

[Un guide pour faciliter la mise en œuvre du contrôle d'honorabilité \(sports.gouv.fr\)](https://sports.gouv.fr)

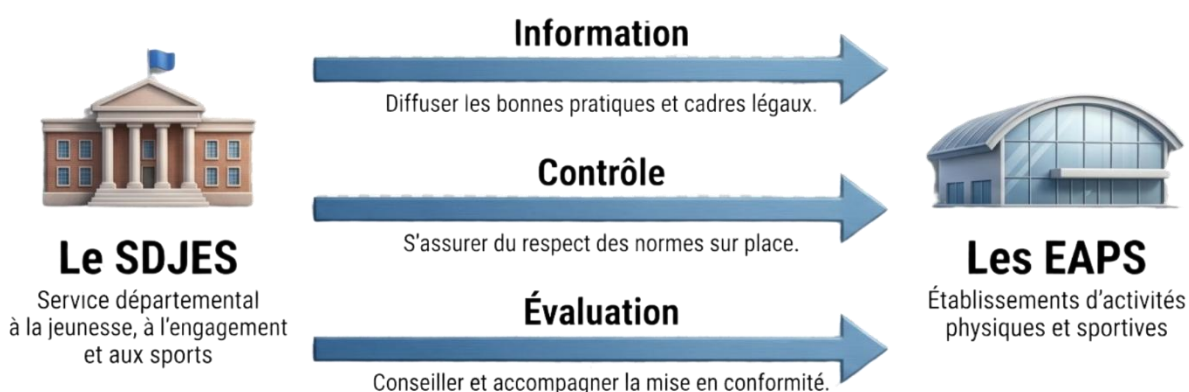
Niveau 2 · Le terrain : informer, contrôler, évaluer : le rôle du SDJES

Le SDJES met en œuvre un plan départemental d'information, de contrôle et d'évaluation des établissements d'activités physiques et sportives (EAPS).

Son but est d'assurer la sécurité physique et morale des pratiquants, ainsi que la conformité légale des structures sportives : clubs, salles de fitness, bases de loisirs, etc.

Les trois piliers de la mission

L'inspection	Une observation globale sur site pour analyser les conditions concrètes de fonctionnement de l'établissement.
Le contrôle	Une vérification stricte de la conformité aux obligations du code du sport : diplômes, affichages, sécurité.
L'évaluation	Une appréciation de la qualité des activités et de la mise en œuvre des priorités éducatives et citoyennes de l'État.



Un contrôle qui allie rigueur administrative et rôle de conseil pour protéger les adhérents.

Niveau 3 · L'alerte citoyenne : signaler

Toute personne, victime ou témoin, peut signaler une situation. Le signalement déclenche la protection administrative des pratiquants.

Ce qui peut être signalé

- **Toutes les formes de violences** : violences sexuelles (attouchements, propos déplacés, agressions), violences physiques ou psychologiques (humiliations, insultes).
- **Les faits de harcèlement**, de bizutage ou de discrimination.
- **Tout accident ou incident grave** mettant en danger la santé ou la sécurité des pratiquants.

Comment signaler

Par courriel

À la cellule nationale du ministère des Sports :
signal-sports@sports.gouv.fr

Auprès du SDJES

Par courriel ou par téléphone :
sdjes85.us@ac-nantes.fr
 Téléphone : 02 53 8825 42

Numéros utiles

Victime ou témoin d'une violence dans le sport : s'interroger, c'est agir. Écouter et signaler, c'est réagir et y mettre fin.



Affiche nationale #TousConcernés

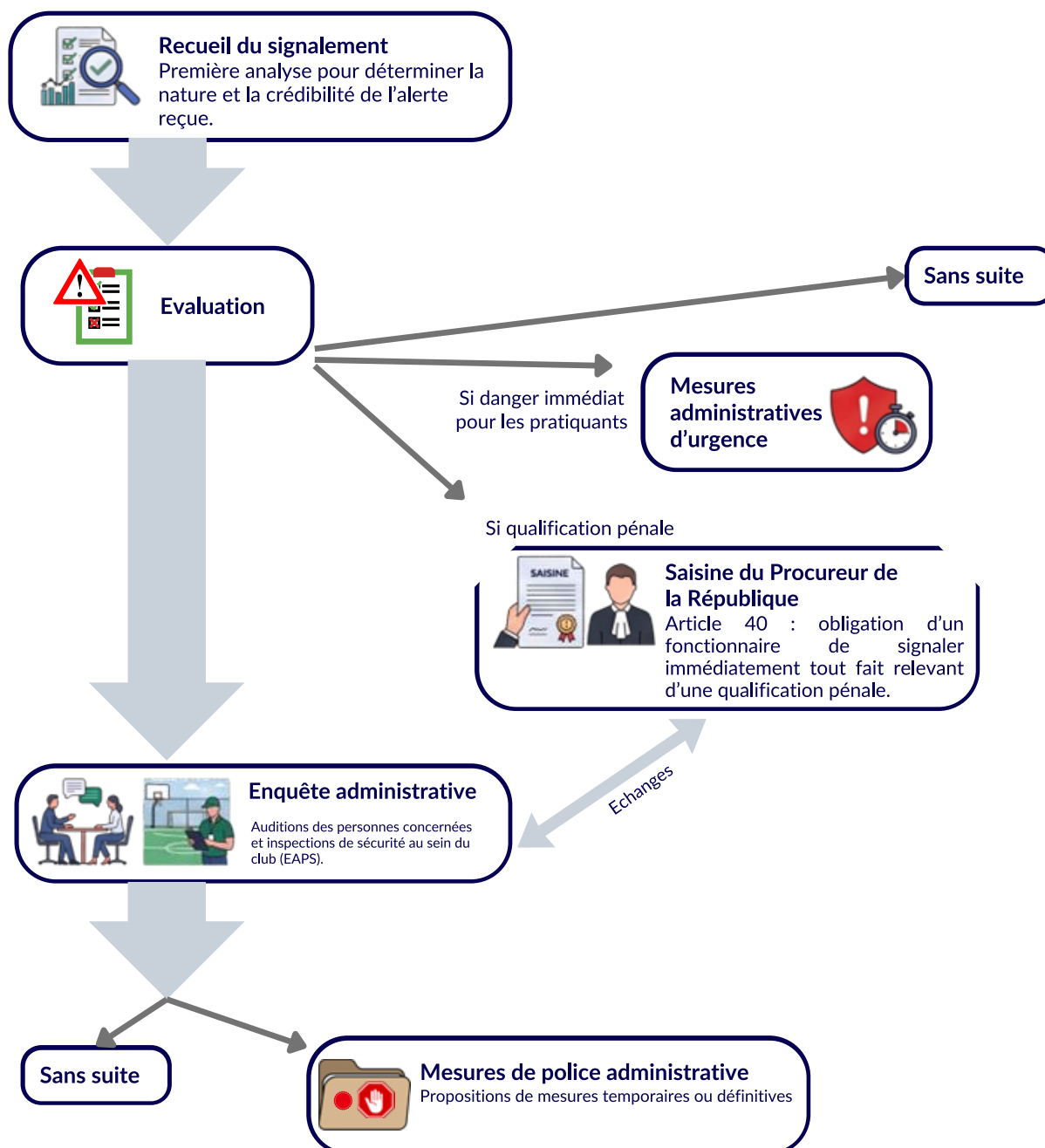
17	Police ou gendarmerie, en cas d'urgence
114	Urgence pour les personnes sourdes ou malentendantes (SMS, visio)
119	Enfance en danger
3018	Cyberviolences et harcèlement en ligne
3114	Prévention du suicide

Signal-sports

signal-sports@sports.gouv.fr

Les étapes du traitement d'un signalement

Le SDJES intervient au nom de l'État, sous l'autorité du préfet, pour assurer la protection administrative des usagers. Son action est distincte et complémentaire de l'enquête de police ou de justice.



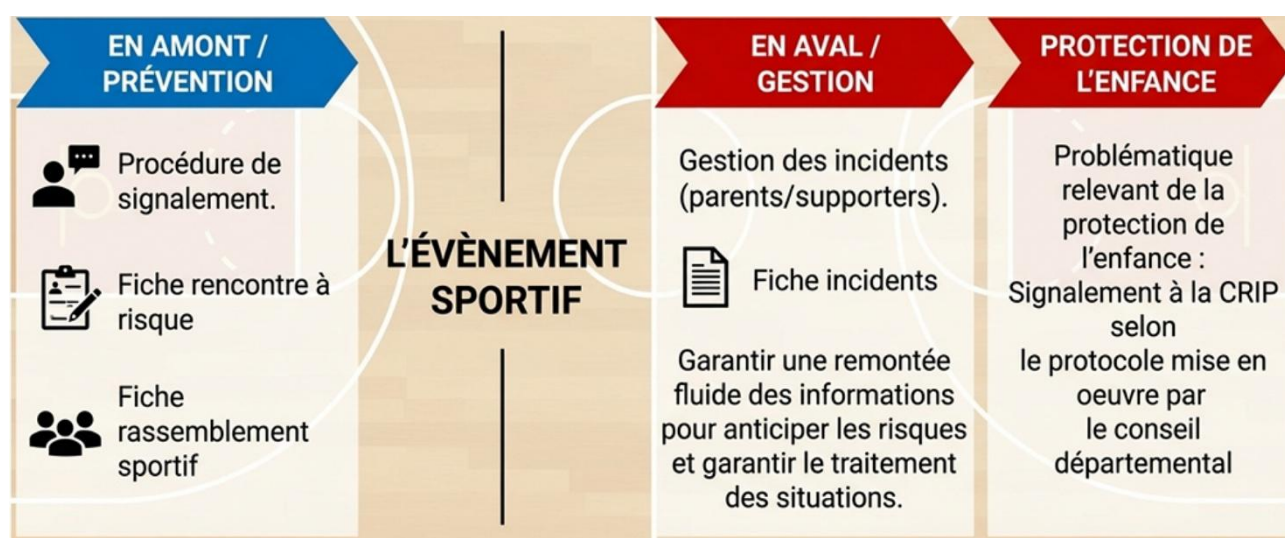
3

AXE 3

Anticiper, traiter et suivre

Des outils simples pour partager l'information avant, pendant et après un événement sportif.

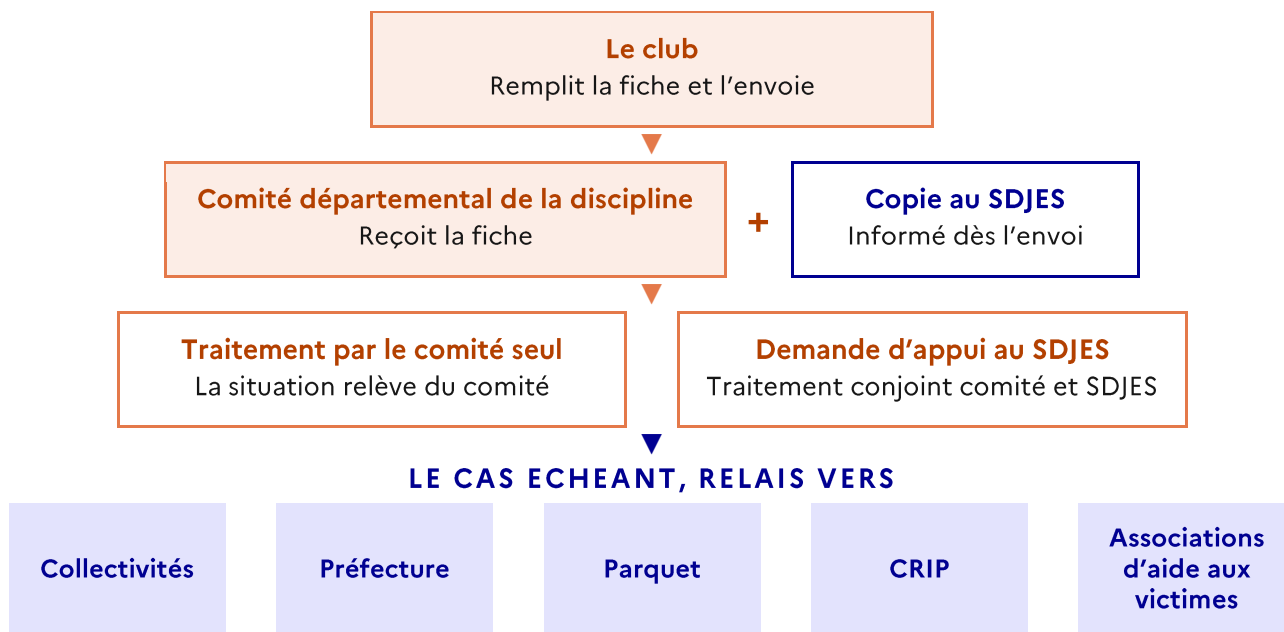
Trois fiches ont été créées par le comité de pilotage, au service de chacun, pour structurer les remontées d'information et faciliter la coordination entre organisateurs, mouvement sportif, collectivités et services de l'État.

Avant, pendant et après l'événement sportif

Retour d'expérience et veille : chaque fiche remontée nourrit l'analyse du comité de pilotage et l'amélioration des pratiques.

Le circuit de communication

Qui envoie la fiche, à qui, et comment la situation est traitée.



Étape par étape

1. **Le club** remplit la fiche adaptée et l'envoie au comité départemental de sa discipline, avec copie au SDJES.
2. **Le comité départemental** traite la situation seul lorsqu'elle relève de sa compétence, ou demande l'appui du SDJES pour un traitement conjoint.
3. **Le cas échéant**, la situation est relayée vers les collectivités, la préfecture, le Parquet, la CRIP ou les associations d'aide aux victimes.

Bon réflexe : toujours mettre le SDJES en copie. Il peut ainsi apporter son appui rapidement si la situation le nécessite.

Les trois fiches outils

Chaque fiche est à télécharger au format Word, à remplir puis à envoyer par courriel.

[illegible]

Fiche d'information · Rassemblements et manifestations sportives exceptionnels

Quand l'utiliser ? En amont d'un rassemblement ou d'une manifestation sportive exceptionnelle (tournoi, concours, animation).

À quoi sert-elle ? Identifier l'organisateur et la manifestation, préciser le contexte, les difficultés éventuelles et les mesures envisagées, et permettre un échange en amont avec les acteurs concernés.

À qui l'adresser ? Au comité départemental de la discipline, avec copie au SDJES.





REPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Éducation nationale
Direction de l'Évaluation et de la Prospective





Fiches de signalement des ressources scolaires à risque

Ce document est destiné à être complété par les équipes pédagogiques et de direction des établissements scolaires afin de signaler des ressources scolaires à risque.

Établissement scolaire	
Nom de l'établissement :	(Précisez le nom complet)
Adresse :	
Code postal :	
Ville :	
Boîte de mail de l'établissement :	
Renseignements complémentaires sur les autres sites internet : Oui Non	
Informations sur la ressource	
Titre de la ressource :	
Type de ressource :	
Catégorie de la ressource :	
Niveau scolaire :	
Niveau de risque (à compléter en fonction du niveau de risque) :	
Informations complémentaires	
Commentaires :	
Informations de suivi	
Commentaires :	

Prénom et nom de la personne à contacter :

Adresse e-mail :

Numéro de téléphone :

Date de validation :

Signature :

Document communiqué en vertu de la loi n° 62-512 du 28 mai 1962 relative à l'accès à l'administration.

Document communiqué en vertu de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'accès à l'information.

Fiche de signalement · Rencontres sportives à risque

Quand l'utiliser ? Avant une rencontre qui présente un risque particulier : antécédents, tensions, menaces, derby, enjeux spécifiques.

À quoi sert-elle ? Décrire la rencontre et les circonstances qui expliquent le risque, anticiper les besoins de coordination et permettre à l'administration d'identifier les mesures utiles.

À qui l'adresser ? Au comité départemental de la discipline, avec copie au SDJES.





REPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Intérieur



Ministère de l'Intérieur



Ministère de l'Intérieur

Fiche de signalement des incidents graves

Remarque : L'objectif de ce tableau est de collecter des informations précises et de faciliter l'analyse, l'identification des causes, la mise en œuvre de mesures de prévention et de suivi.

1. Informations générales

N° de dossier : Date de l'incident :

Lieu : Type d'incident :

Statut : Niveau de gravité :

2. Description de l'incident

Précisez la nature de l'incident, les circonstances, les personnes impliquées, les conséquences, etc.

3. Analyse des causes

Cause	Niveau de gravité					Impact
	1	2	3	4	5	
1. Défaut de formation						Impact global :
2. Défaut de matériel						
3. Défaut de procédure						
4. Défaut de communication						
5. Défaut de surveillance						
6. Défaut de maintenance						Impact global :
7. Défaut de planification						
8. Défaut de coordination						
9. Défaut de gestion des ressources						
10. Défaut de suivi						
11. Défaut de documentation						Impact global :
12. Défaut de communication						
13. Défaut de gestion des ressources						
14. Défaut de planification						
15. Défaut de coordination						
16. Défaut de gestion des ressources						Impact global :
17. Défaut de planification						
18. Défaut de coordination						
19. Défaut de gestion des ressources						
20. Défaut de suivi						

4. Mesures de prévention

Précisez les mesures de prévention mises en œuvre, les actions à mener, les responsables, les délais, etc.

5. Conclusion

Précisez les conclusions de l'analyse, les recommandations, les actions à mener, les responsables, les délais, etc.

6. Annexes

Précisez les documents annexes, les photos, les vidéos, les plans, etc.

7. Signature

Signature de l'agent : Date :

Signature du responsable : Date :

8. Remarques

Précisez les remarques, les observations, les suggestions, etc.

9. Références

Précisez les références, les normes, les lois, etc.

10. Conclusion

Précisez les conclusions de l'analyse, les recommandations, les actions à mener, les responsables, les délais, etc.

Fiche de signalement · Incidents graves

Quand l'utiliser ? Après un incident grave survenu lors d'une manifestation ou d'une rencontre sportive.

À quoi sert-elle ? Décrire les faits et les personnes ou biens atteints, tracer les interventions et les suites engagées, et permettre un traitement partagé et un suivi adapté.

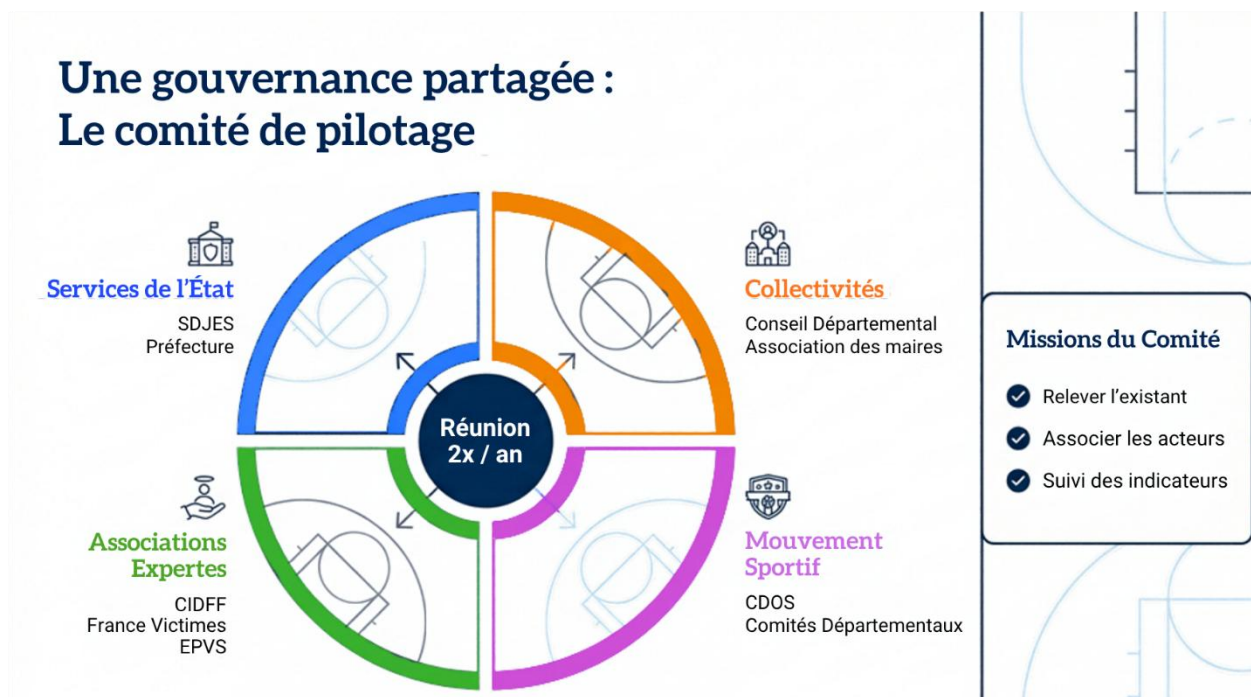
À qui l'adresser ? Au comité départemental de la discipline, avec copie au SDJES.



Une gouvernance partagée

Le comité de pilotage réunit les partenaires du plan pour suivre sa mise en œuvre, partager les constats et ajuster les actions.

Quatre familles de partenaires



Ses missions

Relever l'existant

Recenser les actions, outils et ressources déjà mobilisés sur le territoire.

Associer les acteurs

Faire travailler ensemble l'État, les collectivités, le mouvement sportif et les associations.

Suivre les indicateurs

Mesurer la mise en œuvre du plan à partir des fiches et des signalements remontés.

Ressources et contacts

Ressources départementales



Page départementale

[Prévention des violences et des dérives dans le champ du sport en Vendée](#)

Signal-sports

signal-sports@sports.gouv.fr



Signataires du plan



Un sport sûr, inclusif et respectueux

Les bons repères · Les bons outils · Les bons interlocuteurs

Rédacteur en chef : Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports de Vendée
Edition : Version 1 – Octobre 2026